




ESPACE MÉMOIRE

AUTOMNE 2020, NO 1
Bulletin semestriel 5\$



UN NOUVEAU NOM, UNE DOUBLE MISSION POUR LA SHRN



1970

Un automne chaud
à Saint-Jérôme

Cinquante ans plus tard, un rappel
des dramatiques événements
d'octobre 1970, qui n'ont pas épargné
les Laurentides...

PAGE 10 >

SOMMAIRE

AUTOMNE 2020, NO 1

- 3 MOT DU PRÉSIDENT
- 4 LIRE, REGARDER, ÉCOUTER L'HISTOIRE
- 5 ACTUALITÉS

DOSSIER



VOICI HISTOIRE ET ARCHIVES LAURENTIDES

08



1970 : UN AUTOMNE CHAUD À SAINT-JÉRÔME

10

- 21 LE RAPPORT DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE
- 24 LUMIÈRE SUR NOS BÉNÉVOLES
- 25 HISTOIRE ET CARTES POSTALES
- 28 NOUVELLES D'HAL

- 31 TRÉSORS DE NOS COLLECTIONS
- 34 À PARAÎTRE PROCHAINEMENT
- 34 UNE STAGIAIRE HEUREUSE

HISTOIRE ET ARCHIVES LAURENTIDES SERVICE D'ARCHIVES PRIVÉES AGRÉÉ

Maison de la culture Claude-Henri-Grignon
101, place du Curé-Labelle, bureau 203
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 1X6

Téléphone : 450 436-1512 poste 3339
courriel@halaurentides.com

histoire-archives-laurentides.com

 Suivez-nous
sur Facebook

HEURES D'OUVERTURE | Mardi au jeudi : 8 h 30 à 12 h - 13 h à 16 h 30 | Vendredi : 8 h 30 à 12 h 30

Il est recommandé d'annoncer votre visite pour la consultation des archives.

La priorité sera donnée aux personnes ayant pris un rendez-vous.

Bulletin Espace mémoire

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2020

ISSN : 2563-1829 | ISSN : 2563-1837

Histoire et Archives Laurentides se réserve le droit d'adapter les textes qui lui sont soumis pour les besoins de la publication. Seuls Histoire et Archives Laurentides et les auteurs sont autorisés à les reproduire ou à en permettre une nouvelle publication. Les textes de collaborateurs du bulletin n'engagent pas la responsabilité d'Histoire et Archives Laurentides.

© Histoire et Archives Laurentides 2020.

Coordination | Mario Fallu

Conception graphique | Facteur G, Dominique Beauregard

MOT DU PRÉSIDENT

UNE SOCIÉTÉ D'HISTOIRE RÉINVENTÉE ?



A handwritten signature in black ink, which appears to be 'Henri', written over a horizontal line.

Henri Prévost, président
Histoire et Archives Laurentides

Notre société d'histoire se réinvente-t-elle ? Pas vraiment en fait, puisqu'elle continue de jouer le rôle qu'elle occupe depuis sa création il y a 40 ans, héritière de l'ancienne Société historique de Saint-Jérôme remontant aux années 1960.

Néanmoins, ses nouvelles couleurs et surtout sa nouvelle appellation *Histoire et Archives Laurentides* (HAL) démontrent une volonté de mieux refléter sa réalité des dernières années, ainsi que ses ambitions pour le futur. Ces changements sont l'aboutissement d'une réflexion de plusieurs mois qui nous a permis de préciser sa mission articulée sur deux volets à la fois distincts et complémentaires.

D'une part, HAL se positionne résolument sur le plan régional en ce qui regarde le patrimoine archivistique, en vertu de son agrément par Bibliothèque et Archives nationales du Québec qui, depuis 2014, reconnaît son professionnalisme à cet égard. Nous ambitionnons de devenir la référence incontournable dans ce domaine pour les Laurentides, parallèlement au travail de la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides (SHGHL), elle aussi agréée par BANQ et desservant le nord de la région.

D'autre part, fidèle au rôle qu'il joue depuis longtemps dans la région jérômienne, notre organisme continuera de faire découvrir l'histoire et le patrimoine du territoire de la MRC de La Rivière-du-Nord, afin d'enrichir le sentiment d'appartenance des citoyens de Saint-Jérôme, Sainte-Sophie, Saint-Colomban, Prévost et Saint-Hippolyte.

Ainsi, tout en collaborant prioritairement avec ces cinq communautés, HAL étend son action à l'échelle régionale pour les services spécialisés en archivistique, tout en respectant les territoires d'acquisition des autres sociétés d'histoire. C'est d'ailleurs dans ce contexte que, de concert avec la SHGHL, basée à Mont-Laurier, nous avons reçu des autorités politiques de la région le mandat de mener à bien un projet de soutien au développement des sociétés d'histoire des Laurentides.

Cette initiative d'envergure vise à consolider ces organismes, avec l'objectif d'assurer la pérennité des archives qu'ils détiennent et qui emmagasinent la mémoire collective de la région. Au même moment où les médias font fréquemment état d'une gestion déficiente du patrimoine au Québec, le soutien politique et financier accordé à ce projet constitue une excellente nouvelle pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire!

DES MERCIS !

Pour ce projet comme pour bien d'autres de nos activités, la pandémie de COVID-19 est venue freiner nos élans. Au moment où ces lignes sont écrites, certaines incertitudes persistent d'ailleurs quant à un retour à la normale. J'en profite pour remercier notre directrice générale et archiviste Linda Rivest, qui a gardé le fort dans des conditions très contraignantes ces derniers mois, ainsi que nos employées Audrey Gan-Ganowicz et Sabrina Riel, qui ont dû s'astreindre à un congé forcé.

Je tiens en outre à souligner le départ de deux de nos administrateurs, qui ont décidé de se retirer. D'abord, Monique Dupont, qui siégeait au conseil d'administration depuis 23 ans et a contribué à la bonne marche de la société d'histoire, notamment à titre de trésorière. Au-delà de son rôle d'administratrice, elle a aussi consacré beaucoup de temps et d'énergie à d'autres tâches bénévoles.

Également, Gaétan Demers qui, au cours des six dernières années, dont les connaissances dans le domaine de l'informatique et des nouvelles technologies nous ont particulièrement été utiles. Même si tous deux cèdent leur place au conseil, j'ose croire que nous pourrions encore longtemps bénéficier de leur engagement exemplaire.

Merci Monique et Gaétan !

LIRE, REGARDER, ÉCOUTER L'HISTOIRE



Mon octobre 70 - La crise et ses suites

Robert Comeau a été un militant et un témoin de premier plan des événements d'octobre. « Il expose avec clarté le déroulement des événements et montre les nombreux abus perpétrés par les autorités policières, notamment la création de fausses cellules felquistes après la dissolution du mouvement. Il relate également les suites judiciaires et humaines de la crise, et se penche sur la question cruciale de l'inscription d'Octobre dans la mémoire collective ».



Histoire populaire du Québec moderne - T1, T2, T3

Récipiendaire de nombreux prix et distinctions, Jacques Lacoursière est l'un des meilleurs vulgarisateurs de l'histoire du Québec. Il signe ici une série de trois ouvrages sur l'Histoire du Québec moderne, « qui s'intéresse dans le premier tome à l'émergence d'une nouvelle forme de nationalisme au Québec à partir de la prise du pouvoir à Ottawa, en 1896, du premier Canadien français : Wilfrid Laurier.

Le deuxième tome débute avec la crise économique des années 1930 et nous amène aux portes de la Révolution tranquille, alors qu'émerge au Québec une identité propre de plus en plus ancrée. Tandis que le troisième tome se concentre sur une période charnière de notre histoire : les années 1960 avec notamment la décennie occupée par la Révolution tranquille ».

Passionnants balados sur l'histoire

Radio-Canada propose plusieurs passionnants balados à saveur historique, non seulement sur son application mobile *Oh Dio*, mais aussi sur le site web de sa première chaîne. Parmi ceux-ci, la série *L'histoire de s'arrête pas là*, animée par André Martineau, rappelant des événements importants qui sont un peu tombés dans l'oubli, comme l'attentat à la bombe à la Gare centrale de Montréal en septembre 1984.

L'historien Laurent Turcot anime pour sa part *L'histoire nous le dira* qui, en courtes capsules d'une dizaine de minutes, aborde des sujets aussi diversifiés que la grippe espagnole et l'invention de la poutine !

Dans la série *L'ombre du doute*, l'ex-policier Stéphane Berthomet s'intéresse à des disparitions et homicides non-résolus. L'histoire est aussi au menu des *Grandes Séries* de la première chaîne, dressant des portraits étoffés de personnalités publiques ou décortiquant des moments significatifs tels que la crise d'octobre 1970.

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio>

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/histoire>

<https://ici.radio-canada.ca/premiere/balados>



Les jeunes s'intéressent à l'histoire

Qui a dit que les jeunes n'étaient pas attirés par l'histoire ? Malgré la pandémie, la Société histoire Canada a tenu son concours annuel *Jeunes citoyens*, qui existe depuis une trentaine d'années, et qui a réuni des milliers de participants jusqu'à maintenant. Apprenez l'origine du bagel, l'histoire du jour de la marmotte ou le rôle du bleuets dans les fêtes populaires en visionnant les courtes vidéos des lauréats du concours, sur le site de l'organisme.

<https://www.histoirecanada.ca/jeunesse/jeunes-citoyens#/?page=1>



Source : Mario Fallu, mars 2020

Malgré la fin de sa vocation religieuse, l'église Sainte-Paule, à Saint-Jérôme, ne disparaîtra pas du paysage. La Ville a en effet décidé d'en faire l'acquisition, pour la somme symbolique de 1 \$, et de préserver le bâtiment qui sera utilisé à des fins communautaires.

L'immeuble accueille désormais un refuge pour personnes itinérantes, qui remplace les installations temporaires qui avaient été aménagées le printemps dernier à l'ancien aréna Melançon, dans la foulée de la COVID 19.

Des travaux ont été réalisés pour sécuriser le bâtiment. Le clocher, entre autres, présentait des problèmes structurels inquiétants. Divers aménagements ont aussi été effectués à l'intérieur pour répondre de sa nouvelle vocation. Le sous-sol de l'église continuera d'être occupé par un service d'aide alimentaire et d'autres organismes pourraient éventuellement se joindre à ce nouveau centre communautaire.

DEPUIS 65 ANS

Il s'agit d'une bonne nouvelle pour ceux qui s'inquiétaient d'une éventuelle démolition de cette église dont la construction remonte à la fin des années 1940. Des milliers de Jérômiens, ainsi que des résidents de l'ancienne ville de Lafontaine aujourd'hui fusionnée à Saint-Jérôme, y ont notamment été baptisés ou s'y sont mariés.

C'est en 1946 que fut fondée la paroisse Sainte-Paule, ainsi nommée en l'honneur de Paula, une des disciples de saint Jérôme, l'un des docteurs de l'Église catholique. Les premières célébrations religieuses se sont tenues au manège militaire et à la chapelle attenante, situés non loin de l'endroit où l'église sera ensuite érigée. La construction s'est réalisée en plusieurs étapes jusqu'en 1955, année de la bénédiction officielle du bâtiment. Il s'agissait alors de la troisième église à voir le jour dans l'agglomération jérômiennne, après celle de Saint-Antoine et, bien sûr, la cathédrale. ●



Source: Collection Claude Bourguignon

MAISON PATRIMONIALE SAUVEGARDÉE À SAINT-COLOMBAN

La municipalité de Saint-Colomban a acquis ce printemps une maison datant du début du 19^e siècle, confirmant son intention de conserver et de rénover ce bâtiment patrimonial, qui sera probablement utilisé à des fins culturelles.

Érigée aux environs de 1823, la maison se trouve sur le Chemin de la Rivière-du-Nord, en face de l'école La Volière. Elle témoigne de l'arrivée de colons irlandais sur le territoire de Saint-Colomban. La famille Gaffney-Kennedy s'y serait installée vers 1875 pour y cultiver la terre et ses descendants en étaient toujours propriétaire jusqu'à récemment.

En 2016, une citoyenne de Saint-Colomban, madame Lydia Simard, avait sensibilisé notre société d'histoire au risque que cette maison soit démolie. Dès lors, des démarches ont été entreprises auprès de l'administration municipale qui avait rapidement manifesté son intérêt. L'an dernier, une entente est intervenue entre la Ville et le promoteur aujourd'hui propriétaire des lieux. Celui-ci a convenu de lui céder le terrain de 55 000 mètres carrés sur lequel se trouve la maison ainsi qu'une grange, en guise de compensation pour fins de parc.

En parallèle, la Ville a amorcé le processus de citation patrimoniale de la Maison Gaffney-Kennedy, en tant qu'un des rares témoins existants de la colonisation irlandaise de son territoire. ●



Source: HAL, Fonds l'Écho du Nord, P031

LE CÉGEP JÉRÔMIEN FÊTE SES 50 ANS !

L'actuelle rentrée d'automne marque le cinquantenaire du « Collège d'enseignement général et professionnel » de Saint-Jérôme. Dans la foulée de la création des CEGEP – acronyme qui a fini par devenir la norme! –, l'établissement jérômien avait commencé à accueillir des étudiants dès 1967 en tant que campus du collège Lionel-Groulx, de Sainte-Thérèse. Mais le 10 septembre 1970, Québec confirmait que le collège de Saint-Jérôme était désormais une institution autonome.

Diverses célébrations sont évidemment prévues tout au long de la prochaine année pour souligner ce 50^e anniversaire. Histoire et Archives Laurentides y collaborera bien sûr, notamment pour la réalisation d'une exposition de photographies et d'artéfacts rappelant l'évolution du collège.

La création de cette institution, à l'angle des rues Fournier et Du Palais, perpétuait une longue tradition d'enseignement à cet endroit. Dès le début du XX^e siècle en effet, les Sœurs de Sainte-Anne y érigeaient un couvent puis une école normale et un pensionnat. Et pendant quelques années, certains locaux ont été utilisés comme école primaire, l'école Labelle. Encore aujourd'hui, le cégep occupe le bâtiment patrimonial qui donne sur la rue Fournier. ●



HAL MANDATÉ POUR UN PROJET RÉGIONAL D'ENVERGURE

Des bénévoles en plein travail dans les archives au Comité du patrimoine de Sainte-Agathe-des-Monts.

Source : Linda Rivest, 2019

Dans le cadre d'une entente impliquant plusieurs partenaires, Histoire et Archives Laurentides s'est vu confier le mandat d'un ambitieux projet de soutien aux sociétés d'histoire de la région, qui s'échelonne sur trois ans.

C'est sous l'impulsion de la ministre responsable des Laurentides, la députée de Deux-Montagnes Sylvie D'Amours, et du Conseil des préfets et des élus des Laurentides que cette entente a été conclue en juin dernier, après plusieurs mois de discussions impliquant les sept MRC de la région et la Ville de Mirabel, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ainsi que la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides (SHGHL) et la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord (devenue entre-temps Histoire et Archives Laurentides).

Tous ces partenaires contribuent financièrement au projet qui est doté d'un budget de 300 000 \$ sur trois ans. En tant qu'organisme-ressource, Culture Laurentides est également signataire de l'entente qui, globalement, vise à reconnaître l'importance des sociétés d'histoire et à développer des stratégies pour assurer leur pérennité.

C'est en vertu de leur statut de services d'archives privées agréé par Bibliothèque et Archives nationales du Québec que notre organisme et la SHGHL ont été conjointement mandatés

pour mettre en œuvre ce projet, qui s'adresse à une trentaine de sociétés d'histoire réparties sur l'ensemble du territoire laurentien.

L'aide consentie permettra notamment de faire un inventaire de ces organisations, de dresser un état de situation de leurs archives et de contribuer à la conservation ainsi qu'à la diffusion de ce riche patrimoine régional. À cet égard, les archivistes d'HAL et de la SHGHL leur offriront du soutien technique.

Le projet favorisera la concertation entre les sociétés d'histoire et organismes du patrimoine de la région, tout en identifiant des avenues pour leur financement à long terme et leur relève, d'autant plus que ces organismes reposent souvent entièrement sur le bénévolat.

Un soutien aux petites et moyennes municipalités du territoire qui peinent à assurer la gestion de leurs archives est également au menu de l'entente, dont un autre objectif consiste à promouvoir l'utilisation du patrimoine régional comme agent de développement touristique. ●



UN NOUVEAU NOM, UNE DOUBLE MISSION POUR LA SHRN **VOICI HISTOIRE ET ARCHIVES LAURENTIDES**

Pour bien marquer l'année 2020, lors de son assemblée générale annuelle, la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord (SHRN) a dévoilé son nouveau nom.

Inspirée par l'élargissement de sa mission, la SHRN se fera dorénavant connaître sous le nom Histoire et Archives Laurentides (HAL). En étant reconnue comme Service d'archives privées agréé, en plus de son rôle historique de gardienne de la mémoire locale et régionale, un nom plus approprié s'imposait pour la SHRN.

Dans son allocution aux membres, le président Henri Prévost a expliqué les raisons de ce changement important: « En plus de sa mission traditionnelle pour Saint-Jérôme et la MRC, la Société d'histoire détient, depuis quelques années, le statut envié de Service d'archives privées agréé de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAAnQ). Pour mieux communiquer la réalité de cette double mission auprès de nos nombreux interlocuteurs, nous avons jugé qu'il était opportun de nous doter d'un nouveau nom qui traduit cette évolution ».

UNE IMAGE JEUNE ET ACTUELLE

Le nouveau nom est clair et explicite, il réunit les raisons d'être de notre organisme, l'Histoire et le Patrimoine archivistique,

puis on y ajoute le mot Laurentides, précisant le territoire que nous desservons avec notre partenaire la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides, seul autre centre d'archives privées de notre territoire qui a reçu l'agrément de BAAnQ. Par le fait même, nous délaissions donc le logo traditionnel de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, qui nous a accompagnés pendant de nombreuses années, pour lui substituer une nouvelle image plus jeune et actuelle.

LA RÉFÉRENCE INCONTOURNABLE DANS SON DOMAINE

Le nouveau nom fait suite au plan stratégique mené par la direction et le conseil d'administration de notre société d'histoire en collaboration avec Culture Laurentides.



Depuis plus de 20 ans, c'est la plume et la rivière qui symbolisait la SHRN.



Remis à la SHRN en 2020 pour ses ateliers de francisation à saveur historique auprès des nouveaux arrivants.

Récipiendaire de plusieurs prix et honneurs, grâce à son équipe passionnée et à ses réalisations, nombreuses et diversifiées, la Société d'histoire est devenue au fil des ans une référence incontournable dans son domaine. Il apparaissait essentiel pour elle d'affirmer son leadership notamment dans le domaine du patrimoine archivistique des Laurentides.

La reconnaissance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec en tant que service d'archives privées agréé en 2014 venait confirmer le statut professionnel acquis par la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord au fil des années. C'est dans ce contexte et face aux nouveaux défis que celle-ci étend son offre de services afin que son expérience dans le domaine archivistique puisse profiter à un plus grand nombre d'organismes.

PLUS DE 40 ANS D'HISTOIRE : TOUJOURS AUSSI DYNAMIQUE

Au fil du temps, la Société d'histoire a su évoluer et les nombreux administrateurs et bénévoles ont poursuivi l'œuvre des fondateurs avec la même passion et la même rigueur.

Dans les faits, outre la nouvelle appellation, les habitués de l'organisme ne verront pas de différence, car la société d'histoire telle qu'on la connaît poursuit ses activités, elle offre les mêmes services et on y retrouve la même équipe enthousiaste et professionnelle.

La Société d'histoire de la Rivière-du-Nord continuera d'ailleurs d'exister sur le plan juridique. Histoire et Archives Laurentides de son côté est une raison sociale additionnelle, plus simple, plus moderne et plus appropriée à l'élargissement de ses fonctions.

UNE NOUVELLE IMAGE Tournée VERS L'AVENIR

HAL s'est associé à l'artiste graphiste Dominique Beaugard et avec le communicateur André Bérard de Facteur G communication pour créer sa nouvelle image et pour mettre à jour les nombreux outils de communication. Résidente des Laurentides, madame Beaugard est une collaboratrice de longue date qui contribue grandement au succès de la Société d'histoire.

L'artiste propose **deux typographies**. Le mot HISTOIRE est écrit dans une typo cursive, vivante, organique, faisant référence aux gens du territoire qui écrivent cette histoire.

Alors qu'ARCHIVES LAURENTIDES utilisent une typo résolument tournée vers l'avenir, actuelle et contemporaine.

UN DESIGN QUI SE DÉMARQUE

Le design de la nouvelle identité visuelle se démarque par sa bulle de texte (le phylactère) qui illustre une histoire qu'on raconte et qu'on transmet. On donne la parole aux archives qui ont tant de choses à raconter sur l'histoire de la région et des gens qui l'habitent.

Les trois rectangles de couleurs, qui se superposent, symbolisent les archives en couches successives, symboles du temps qui passe et des personnes, entreprises et événements qui écrivent l'histoire des Laurentides.

Les couleurs sont franches et affirmées. Le rouge symbolise l'histoire, vivante et dynamique comme l'organisme même, le bleu symbolise la force tranquille des archives et rappelle la rivière du Nord présente dans l'ancien logo. Le vert est la couleur propre à la région des Laurentides.

Le nouveau logo sera déployé progressivement, et au fur et à mesure, sur l'ensemble des outils de communication de l'organisme.

Pour accompagner sa nouvelle identité visuelle, HAL s'est également doté d'une signature de quelques mots qui exprime et donne vie à sa mission. Ce slogan, **Mémoire de notre région**, viendra signer les différentes communications de HAL. ●



Louis Parent

Administrateur, Histoire et Archives Laurentides

MISSION

Histoire et Archives Laurentides contribue à l'enrichissement de la mémoire collective de la région, en collaboration avec les organismes du milieu et les citoyens.

Son service d'archives privées agréé acquiert, protège et met en valeur le patrimoine archivistique des Laurentides. Sa société d'histoire se consacre à faire découvrir l'histoire et le patrimoine du territoire de la MRC de La Rivière-du-Nord.

DOSSIER

La police fait
des recherches

Les enlèvements Cross-Laporte :

Dans les Laurentides, des personnes sont interrogées, surveillées, des autos et des maisons sont fouillées

L'ÉCHO du NORD

Dans son édition du 14 octobre, L'Écho du Nord témoigne des intensives recherches policières menées dans la région.

Source : HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

LA RÉGION N'A PAS ÉCHAPPÉ À LA CRISE D'OCTOBRE 1970

Cinquante ans plus tard, un rappel des dramatiques événements d'octobre 1970, qui ont laissé une trace indélébile dans l'histoire du Québec, est incontournable. Voici deux textes qui ont d'abord été publiés dans le supplément L'Écho Mag de l'hebdomadaire jérômien L'Écho du Nord en 2000, à l'occasion du 30^e anniversaire de la Crise d'octobre. Pour la présente publication, quelques ajustements et ajouts y ont été apportés par l'auteur, Henri Prévost.

Lundi 5 octobre 1970, 8h20 : le Québec s'apprête à vivre l'une des pages les plus sombres de son histoire, avec l'enlèvement à Westmount du diplomate britannique James Richard Cross, revendiqué par le Front de libération du Québec (FLQ). Toute la province sera plongée dans la désormais célèbre « crise d'octobre » et la région des Laurentides n'y échappera pas.

L'enlèvement du ministre du Travail et Vice-premier ministre Pierre Laporte, le samedi soir suivant à sa résidence de

Saint-Lambert, vient ajouter au climat d'angoisse que le jeune Premier ministre Robert Bourassa, élu il y a cinq mois à peine, tente de résorber tant bien que mal.



Le ministre du Travail et Vice-premier ministre du Québec, Pierre Laporte, enlevé le 10 octobre 1970 et retrouvé sans vie une semaine plus tard.

Source : HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

Malgré son appel au calme, l'intervention massive et parfois maladroite de la police, pour retrouver otages et ravisseurs, contribue à propager la panique et soulève de vives critiques. D'abord concentrés dans la métropole Montréal, les opérations policières s'étendent bien vite aux régions environnantes. Les Laurentides constituent une cible privilégiée. Après tout, n'y a-t-on pas démantelé un « réseau de terroristes », quelques mois plus tôt ?

Le 21 juin précédent en effet, une perquisition menée dans un chalet de Prévost avait abouti à l'arrestation de quatre suspects ainsi qu'à la saisie d'armes, de cagoules, de détonateurs et, surtout, d'un communiqué annonçant l'enlèvement d'un diplomate américain. Ce complot éventé fut un coup dur pour le FLQ. D'autant plus que des informations recueillies à Prévost faisaient référence à la « prison du peuple » que l'organisation était en voie d'aménager dans le plus grand secret sur une ferme isolée en Estrie, pour y détenir ses otages.

Dans son édition du 14 octobre 1970, L'Écho du Nord rapporte une série de fouilles, d'interrogatoires et d'arrestations en rapport aux enlèvements de Cross et Laporte. Les personnes connues pour leurs opinions politiques progressistes ne sont pas surprises de voir surgir à leur domicile des policiers, mitraillettes au poing, écrit le journal.

À Saint-Jérôme, c'est notamment le cas de Pierre Mercille et Jean-Pierre Potvin, syndicalistes à la CSN, de Serge Loyer, un autre militant ouvrier, ainsi que de Jacques Geoffroy. Ce dernier est rédacteur au journal étudiant Quartier Latin de l'Université de Montréal et auparavant au journal de gauche Le Thérésien. Et surtout, il est le frère du felquist Pierre-Paul Geoffroy, condamné l'année précédente en lien à une trentaine d'attentats à la bombe et l'un des 23 « prisonniers politiques » dont les ravisseurs de Cross et Laporte réclament la libération.

JOURNALISTE JÉRÔMIEN ARRÊTÉ

Même un journaliste de L'Écho, Jean-Claude LeBrun, se retrouve parmi les dizaines de personnes interrogées dans la région. Et cela, deux fois plutôt qu'une!

D'abord à la mi-octobre, le reporter est arrêté dans sa voiture sur la rue Parent, à deux pas de la résidence de Jacques Geoffroy, où les policiers menaient une perquisition. Il semble que ceux-ci aient confondu sa voiture Renault 4 avec celle de... Pierre-Paul Geoffroy.

Les limiers découvrent néanmoins des armes et des macarons à saveur politique dans l'auto du journaliste, dont les opinions avant-gardistes sont bien connues. Celui-ci explique qu'il se rendait justement les porter à la police, craignant une perquisition à son domicile. De fait, pendant qu'il est détenu pour interrogatoire, sa maison de New-Glasgow reçoit la visite d'agents fédéraux et provinciaux qui y saisissent une carabine de chasse, ainsi que des exemplaires du Quartier Latin, du Nouvel Observateur et du Figaro Littéraire !



Le journaliste Jean-Claude LeBrun de l'Écho du Nord.

Source: HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031



L'édition du 21 octobre de L'Écho du Nord rapporte l'arrestation d'un de ses journalistes, Jean-Claude LeBrun.

Source: HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

DOSSIER 1970 : UN AUTOMNE CHAUD À SAINT-JÉRÔME

Jean-Claude LeBrun n'en sera pas au bout de ses peines puisque le 6 décembre vers minuit, une douzaine de policiers investissent à nouveau sa résidence à la suite d'une information voulant que le felquiste Jacques Rose, recherché en rapport au rapt du ministre Laporte, s'y trouve. Finalement, les agents constatent que l'individu qui accompagne le journaliste, s'il ressemble étrangement au terroriste, n'est qu'un simple chômeur du nom de Marcel Martel.

Ce ne sera d'ailleurs pas la seule bavure du genre à survenir dans le cadre de cette vaste chasse aux ravisseurs. Ainsi, à Blainville, la police tire et blesse un motocycliste qu'on a pris, par erreur, pour Paul Rose, le frère de Jacques, lui aussi suspect dans l'enlèvement de Pierre Laporte.

LOI DES MESURES DE GUERRE

Il faut dire que l'assassinat de ce dernier, dont le corps est retrouvé le 17 octobre dans le coffre d'une voiture à l'aéroport de Saint-Hubert, a semé la panique chez les autorités. Déjà la



Source: HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

veille, Ottawa avait, pour la première fois en temps de paix, promulgué la Loi sur les mesures de guerre, donnant à la police et à l'armée des pouvoirs exceptionnels.

Pendant plus de deux mois, jusqu'à la libération de James Cross et l'arrestation des ravisseurs du ministre Laporte, quelque 400 personnes sont arrêtées, souvent en raison de leur simple sympathie à la cause indépendantiste. À peine une trentaine d'entre elles feront finalement face à des accusations.

À Saint-Jérôme, la résidence du député Denis Hardy est sous la garde constante de trois militaires. Celle du maire Aimé Thibault, qui affirme avoir reçu des menaces du FLQ, est protégée par des policiers.

À la fin de novembre, l'armée et les corps policiers s'unissent dans une opération de ratissage de grande envergure, l'« Opération Laurentides », dans un effort ultime pour retrouver le diplomate séquestré. Plusieurs quartiers de la région sont visités systématiquement de porte en porte, alors qu'à l'aide de photographies des suspects, on demande aux citoyens s'ils les ont aperçus dans le voisinage.

L'affaire Cross-Laporte connaîtra toutefois son dénouement bien loin de chez nous. Le 3 décembre en effet, le diplomate est retrouvé sain et sauf dans un logis de Montréal-Nord, tandis que, le 28 décembre, on arrête les ravisseurs de Pierre Laporte qui se terraient dans une maison de campagne de Saint-Luc sur la Rive-Sud. ●



Aimé Thibault, maire de Saint-Jérôme de 1969 à 1971.

Source: HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031



Henri Prévost

Président

Histoire et Archives Laurentides



UN CLIMAT EXPLOSIF À SAINT-JÉRÔME

Le 25 septembre 1970, une manifestation ouvrière réunit non loin de 500 personnes dans les rues de Saint-Jérôme.
Source : HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

Quand survient la Crise d'octobre 1970, le climat politique et social est déjà passablement échauffé à Saint-Jérôme. Après plusieurs années de crise marquées par des fermetures d'usine et des conflits ouvriers, la marmite bouille chez les travailleurs et dans les organisations syndicales, ce qui contribue à la réputation peu enviable de la ville dans le domaine des relations de travail.

À peine une semaine avant l'enlèvement du diplomate James Richard Cross par le FLQ, Saint-Jérôme est d'ailleurs le théâtre d'une spectaculaire manifestation, à l'occasion des cérémonies entourant l'inauguration du nouveau parc industriel.

Trois ans plus tôt, rappelons-le, la ville avait été incluse dans le programme fédéral des « régions désignées », profitant ainsi de subventions massives pour attirer de nouvelles industries et créer de l'emploi.

Ainsi naîtront plus d'une vingtaine d'usines telles que Boise-Cascades, Liberty Smelting, ITT, Tubes Solac, E.H. Price, Lange Canada, Ainslie, Kerilon, Baron Rubber, Lafave et Canadian Gypsum. « Des investissements de 24 millions \$, dont 5 millions \$ en subventions, et 2 000 emplois », annonce fièrement le ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, Jean Marchand, l'un des invités aux cérémonies du 25 septembre 1970, auxquelles assiste également le Premier ministre du Québec, Robert Bourassa, élu cinq mois plus tôt.

MOUVEMENT DE TRAVAILLEURS

Le joyeux événement sera toutefois gâché par la manifestation prévue le jour même par le Comité d'action populaire (CAP), un mouvement d'appui aux travailleurs jérômiens, dont les porte-paroles sont Jean-Pierre Potvin et Jacques Geoffroy.

Mouvement à tendance socialiste, le CAP se manifeste deux semaines avant les « réjouissances » du 25 septembre, dénonçant le « bluff » du programme d'aide fédéral. « Cet argent va aux entreprises capitalistes qui s'en servent pour exploiter les travailleurs », lance Geoffroy, dans un plaidoyer tout à fait dans le ton de l'époque. D'ailleurs, quelques autres groupes de pression semblables avaient émergé ailleurs au Québec.

À l'invitation du CAP, « entre 300 et 500 » manifestants envahissent le centre-ville jérômien le soir du 25 septembre. Quelques cocktails Molotov explosent et les vitrines de certains commerces, notamment des banques et des « compagnies de finance », volent en éclats.

Après avoir brûlé le drapeau américain dans le parc Labelle aux cris de « Le pouvoir aux travailleurs! », les protestataires marchent jusqu'à la résidence du maire Aimé Thibault, dans le Domaine Parent où, avec l'aide de leurs confrères de la Sûreté provinciale, les policiers municipaux finissent par les disperser, manu militari.



Jean-Pierre Potvin et Jacques Geoffroy, porte-parole du Comité d'action politique à l'origine de la manifestation du 25 septembre.

Source : HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

UN COUP MONTÉ PAR LE FLQ?

Deux mois plus tard, au lendemain de l'affaire Cross-Laporte, le maire Thibault affirmera devant la Chambre de Commerce que la manifestation était « un coup monté par le FLQ ». Il faut dire que Pierre Vallières, journaliste et activiste de gauche notoire, considéré comme un des idéologues du FLQ, avait harangué la foule à cette occasion.

Le maire cite en outre une information tirée de l'enquête du coroner sur la mort de Pierre Laporte à l'effet que, vers la fin de septembre, un individu relié au FLQ avait emprunté la Chevrolet bleue (celle où le corps du ministre a été trouvé) pour se rendre à Saint-Jérôme rencontrer Jacques Geoffroy... « Que venait faire ce felquiste à Saint-Jérôme? », questionne M. Thibault.

Devant la Chambre de commerce jérômiennne, le maire Aimé Thibault fait un lien entre le FLQ et la manifestation du 25 septembre.

Source : HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031



D'autre part, le fameux « manifeste » du FLQ, lu sur les ondes de Radio-Canada le 8 octobre par le présentateur de nouvelles Gaétan Montreuil, fait brièvement allusion à la capitale des Laurentides. Les felquistes s'y adressent symboliquement à « M. Tremblay de la rue Panet, et vous M. Cloutier, qui travaillez dans la construction à Saint-Jérôme... ». Simple coïncidence ?

Dans cette ville où le monde du travail est en ébullition en cet automne 1970, des appels à la bombe visent la station de radio CKJL, ainsi que trois marchés d'alimentation ; un nouveau Front commun des Laurentides tient sa première assemblée publique, avec les René Lévesque, Fernand Daoust et Jacques Grand'Maison comme têtes d'affiche ; Paul-André Boucher est élu à la tête du syndicat des employés de la Regent Knitting (qui relanceront plus tard leur usine sous le nom de Tricofil) ; et, de leur côté, les journalistes de L'Écho du Nord fondent le premier syndicat dans les hebdomadaires du Québec ! ●



Henri Prévost

Président

Histoire et Archives Laurentides



(Photos L'Écho du Nord, par Lachapelle)

Entre 300 et 500 personnes à la manifestation du CAP

(par J.-C. LeBlanc) — Répondant à l'invitation du CAP de Saint-Jérôme (le Comité d'action populaire), quelque 300 à 500 manifestants ont pris part à la manifestation

de Saint-Jérôme ont protesté vendredi soir dernier contre la politique actuelle du fédéral à l'expansion des villes en difficultés économiques. Cette manifestation

avait été organisée pour contrer la publicité, qualifiée de trompeuse par les responsables, soumise dans la journée par l'inauguration d'une usine d'entraîneuses industrielles. Cette inauguration avait été le fait de l'administration municipale qui, en cette circonstance, avait invité le premier ministre Robert Bourassa et le ministre du Développement et de l'Expansion régionale, M. Jean Marchand, à venir visiter le parc industriel de Saint-Jérôme. Ces honneurs politiques étaient accompagnés de plusieurs ministres, de fonctionnaires provinciaux et fédéraux ainsi que d'ambassadeurs de pays étrangers.

Les photos présentées en cette page illustrent partiellement les différentes étapes de la manifestation. Celle du haut représente le défilé qui, s'étant mis en bran-

le du parc Labelle où avait eu lieu le rassemblement, a martelé les rues Saint-Georges et Labelle de leurs cris et de leurs slogans, se rendant même le long de son parcours des cocktails molotov, des bâtons et des cailloux sur les édifices symbolisant le système capitaliste. On a aussi endommagé avec plus ou moins de dégâts les institutions bancaires, les maisons de prêts qui se trouvent sur le chemin du défilé. Seule deux entreprises commerciales, dont la plomberie Levas, ont été endommagées; celle-ci, semble-t-il, à cause d'un conflit ouvrier survenu l'été dernier au Foyer des Hauteurs, à Saint-Hippolyte.

BES GENS DE L'ÉTRANGER
Les observateurs, et ils étaient
Voir CAP, page 12



Source: HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

SOUVENIR D'UN ADOLESCENT JÉRÔMIEN DE 1970

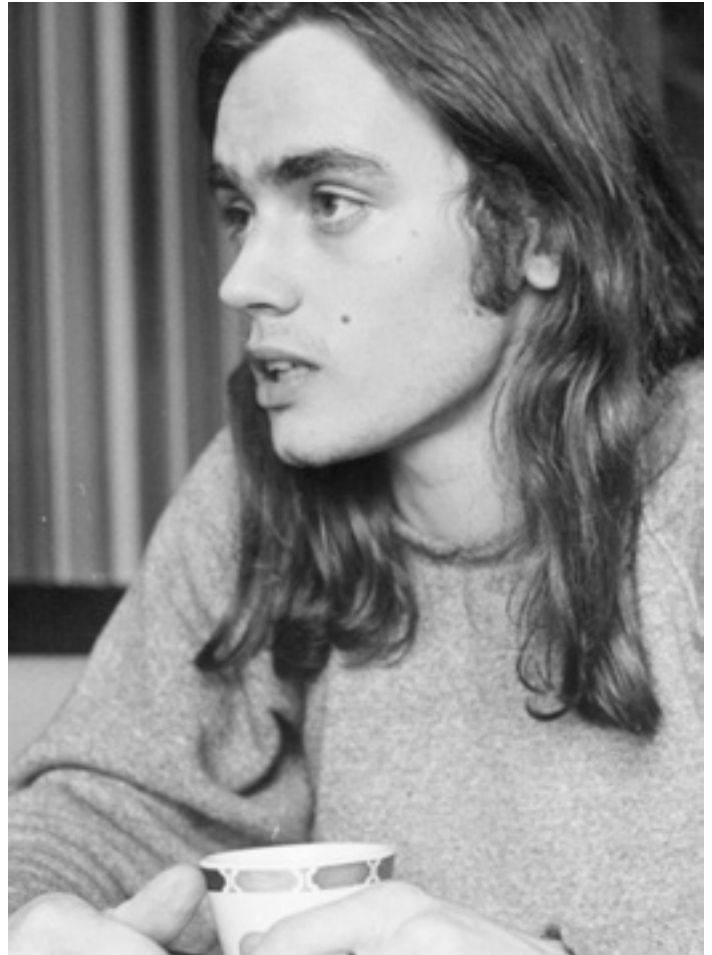
Ex-Jérômien attaché à sa ville mais qui avait besoin de s'affranchir de ses racines pour grandir, M^e François Leduc, aujourd'hui avocat spécialisé en droit du travail pour les employés à Québec, rappelle à quel point l'automne 1970 à Saint-Jérôme a influencé son parcours.

J'avais tout juste encore 14 ans lors de la crise d'octobre en 1970, mais cet événement a marqué à tout jamais ma jeune conscience en train de se former. Le choc pourrait se comparer à une intense pandémie, mais anti-démocratique celle-là !

Trudeau père avait fait ses classes dans les années 1950 avec ses camarades Michel Chartrand, Pierre Vadeboncoeur et M^e Jean-Paul Geoffroy à la CSN notamment, lors de la grève de l'amiante, ainsi qu'à la revue Cité Libre avec nul autre que Pierre Vallières, le célèbre auteur de *Nègres blancs d'Amérique*. Et voilà qu'en cet automne 1970, il suspend les libertés démocratiques et emprisonne des centaines d'artistes, d'intellectuels, de syndicalistes pendant des mois, dont plusieurs sans accusation. Voilà qui laisse un goût amer durable...

À cette époque, l'effervescence était à son comble un peu partout dans le monde, y compris à Saint-Jérôme, ville ouvrière modèle qui donnera lieu plus tard à l'expérience de Tricofil. La ville croulait sous le chômage et la désuétude des usines de textile et de caoutchouc, mais l'arrivée quasi-miraculeuse du maire-pharmacien Aimé Thibault était porteuse de tous les espoirs. À cet égard, il faut revoir le documentaire *Saint-Jérôme* de Fernand Dansereau pour bien saisir le fil conducteur du remue-méninge de l'époque.

Au même moment, les Trudeau, Marchand et Pelletier, les trois colombes fédérales, flirtaient avec les grands de ce monde, tout en expropriant en pure perte les agriculteurs de Sainte-Scholastique, pour un aéroport qui sentait l'éléphant blanc dès le départ; les chauffeurs de taxi se battaient contre le monopole de Murray Hill pour avoir droit de transporter des passagers à l'aéroport de Dorval; « les gars de Lapalme », sous-traitants déçus des ministères des Postes, luttaient pour amender le Code fédéral du travail en matière syndicale



François Leduc, cinq ans après les événements d'octobre 1970.
Source: HAL, Fonds L'Écho du Nord, P031

(toujours inchangé 50 ans plus tard); la manifestation pour un McGill français rassemblait 15 000 personnes...

Mais la fraude des élections d'avril 1970 (le Parti québécois n'avait fait élire que sept députés avec 24 % des voix), « le coup de la Brinks », le vol de la liste de membres du PQ par la GRC, puis le réalisme politique des intérêts locaux relayés par les élites économiques auront vite fait de décevoir tous les espoirs, même parmi les militants réformistes les plus pacifistes.

DÉSENCHANTEMENT GÉNÉRALISÉ

Saint-Jérôme n'échappait pas à ce désenchantement généralisé et fut même le théâtre de la dernière manifestation du Front de libération du Québec avant la crise d'octobre, avec en prime Pierre Vallières, fraîchement sorti de prison pour un attentat à la bombe, prononçant un premier discours public enflammé dans le parc Labelle. Ce rassemblement public s'est vite transformé en une manifestation plus radicale, avec son cortège de cocktails Molotov lancés contre les bureaux de l'assurance-chômage sur la rue Parent.



Le militant felquiste Pierre-Paul Geoffroy, arrêté lors d'une manifestation.

Source : BAnQ, Fonds La Presse, P833,S2,D2241

Adolescent à vélo et déjà sensible aux questions politiques, j'avais assisté du haut de mes presque quinze ans à cette tribune publique alors que, quelques heures auparavant, le premier ministre Bourassa et le ministre fédéral Jean Marchand avaient été reçus au domicile du maire Thibault, invectivés par quelques manifestants.

Bientôt, la manifestation fut rejointe par l'escouade anti-émeute au coin de la rue Parent et du 3^e Boulevard. Les coups de matraque et les arrestations se multipliaient pendant que de jeunes manifestants fuyaient dans le boisé environnant. À la porte de la maison d'un de mes amis, chez qui nous nous étions réunis et qui était voisin du maire, un de ces manifestants suppliait de le laisser entrer pour éviter une arrestation...

Le reste de l'histoire est bien connu. Deux semaines plus tard, l'attaché commercial de Grande-Bretagne James Cross était enlevé par le FLQ, puis survenait un deuxième enlèvement qui entraînera la mort du ministre Pierre Laporte.

À l'aube de mes 15 ans, Trudeau et l'armée canadienne déployaient des milliers de militaires pour imposer la Loi sur les mesures de guerre, fouiller des résidences, saisir des livres, arrêter des individus, intimider des adolescents. Attirail beaucoup plus imposant que l'aide militaire contre la Covid-19!

Dans ce contexte dictatorial, la notion de « Cité libre » de Trudeau prenait ironiquement tout son sens. A un point tel que même mes parents, comptable agréé pour un et musicienne pour l'autre, qui étaient des souverainistes de la première

heure, ont flanché des genoux lorsque l'armée s'apprêtait à visiter notre résidence. Ma mère m'avait alors intimé de jeter la revue des étudiants de l'Université de Montréal, Quartier latin, considérée comme un fer de lance du FLQ.

Au-delà de la critique nécessaire de ces événements tragiques, tous les ingrédients étaient réunis pour faire exploser la fédération canadienne. Moins de six ans plus tard, le PQ sera élu en 1976. Et le coup de force fédéral de 1981 suivra alors qu'une première Constitution et une Charte « canadienne » des droits seront imposés sans référendum démocratique, ni consentement et surtout contre l'avis unanime de l'Assemblée nationale du Québec.

Partenaire historique du mariage de raison de 1867, le Québec se voyait alors imposer une nuit de noces contre son gré. Une métaphore de la violence conjugale qui dure depuis maintenant 40 ans. Il ne manque que la célèbre citation du poète Claude Péroquin, inscrite sur la murale de l'artiste Jordi Bonet à Québec, pour se convaincre de la soumission minoritaire ambiante d'une société à la dérive des différences. ●



François Leduc

Collaborateur, Histoire et Archives Laurentides



DES ANNÉES TUMULTUEUSES ET BOUILLONNANTES

Une caricature de Raoul Hunter, datée du 23 octobre 1963.

Source : BAnQ, Fonds Raoul Hunter, P716,S1,P63-10-23

Au Québec comme ailleurs dans le monde, les années '60 furent une période de grands bouleversements. Après la Seconde Guerre mondiale et les années de reconstruction qui suivirent, le besoin de changement et de libération se faisait pressant partout sur la planète. Ces révolutions ne furent pas toujours tranquilles! Pour bien situer le contexte de la naissance du Front de libération du Québec (FLQ) et de la Crise d'octobre 1970, citons-en quelques-unes. En Afrique, des pays se libèrent du joug colonialiste et obtiennent leur indépendance. En 1968 à Prague, fut vite réprimée par l'armée du bloc soviétique la velléité du peuple tchèque de s'en séparer et de se démocratiser. Aux États-Unis, un mouvement anti-raciste d'une ampleur jamais vue entraîne des émeutes. Les années '60 virent aussi éclore des guerres régionales dont le monde subit encore les conséquences. En mai 1968, les étudiants lèvent des barricades dans Paris. Le Québec n'est pas en reste: en octobre, des étudiants occupent le Cégep Lionel-Groulx à Sainte-Thérèse et plusieurs collèges de la province suivront. En 1969, à Montréal, des étudiants saccagent le centre informatique de l'Université Sir George Williams (Concordia). Aux États-Unis trois grands leaders politiques sont assassinés: le président John Kennedy en 1963, son frère sénateur Robert Kennedy et le pasteur pacifiste Martin Luther King en 1968.

AU QUÉBEC, UNE RÉVOLUTION PLUS TRANQUILLE

Les années '60 apportent au Québec la modernité. Le libéral Jean Lesage est élu en 1960, mettant de l'avant le slogan « C'est le temps que ça change ». En 1962, sur le thème de la nationalisation de l'électricité, il provoque de nouvelles élections avec le slogan « Maîtres chez nous ». Son ministre René Lévesque mènera à bien ce projet. Parallèlement, l'État prend aussi la charge des soins hospitaliers en 1961 et lance une grande réforme de l'éducation qui permettra à tous les jeunes Québécois d'être instruits gratuitement jusqu'à l'université. L'année 1967 voit naître les premiers Cégeps. Et puis Montréal prend sa place parmi les grandes villes de la planète en accueillant des millions de visiteurs à l'Expo universelle de 1967.

Ce vent de changement entraînera des mutations dans le substrat politique québécois. L'idée d'indépendance se frayera un chemin dans l'esprit de plusieurs leaders d'opinion. Pourquoi pas nous ?, pensait-on. Elle prit d'abord la forme de partis politiques officiels: le Rassemblement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.) en 1963, qui se saborda lors de la création du Parti Québécois par René Lévesque en 1968. Mais des jeunes gens, insatisfaits de leur expérience dans ces partis officiels, voulurent accélérer l'accession du Québec à son statut de pays.

RECOMPENSE

REWARD

(jusqu'à)
(up to) **\$ 150,000.**

LES GOUVERNEMENTS DU CANADA ET DU QUÉBEC OFFRENT CONJOINTEMENT DES RECOMPENSES JUSQU'À CONCURRENCE DE 1 750,000. POUR DES RENSEIGNEMENTS QUI CONDUIRAIENT À L'ARRÊTATION DES RAVISSEURS OU DES MEURTRES DE M. PIERRE LAPORTE.

DES RECOMPENSES SEMBLABLES, AUX MÊMES CONDITIONS, SONT AUSSI OFFERTES POUR DES RENSEIGNEMENTS QUI CONDUIRAIENT À L'ARRÊTATION DES RAVISSEURS DE M. CROSS. L'OFFRE DE SAFE-CONDUIT POUR SES RAVISSEURS, EN ÉCHANGE DE LA LIBÉRATION DE M. CROSS, DEMEURE NEANMOINS EN VIGUEUR.

DE MÊME, DES RECOMPENSES SERONT DONNÉES POUR DES RENSEIGNEMENTS QUI CONDUIRAIENT À L'ARRÊTATION DES QUATRE PERSONNES RECHERCHÉES EN RAPPORT AVEC CES ENLEVEMENTS.

THE GOVERNMENTS OF CANADA AND QUEBEC JOINTLY OFFER REWARDS OF UP TO \$ 750,000 FOR INFORMATION LEADING TO THE ARREST OF THE KIDNAPPERS OR MURDERERS OF MR. PIERRE LAPORTE.

REWARDS IN THE SAME TERMS ARE ALSO OFFERED FOR INFORMATION LEADING TO THE ARREST OF THE KIDNAPPERS OF MR. J. K. CROSS. ALSO, THE OFFER OF SAFE CONDUCT FOR THE KIDNAPPERS OF MR. CROSS IN EXCHANGE FOR MR. CROSS SAFE RELEASE CONTINUES TO STAND.

SIMILARLY, REWARDS WILL BE PAID FOR INFORMATION LEADING TO THE ARREST OF THE FOUR PERSONS SOUGHT IN CONNECTION WITH THESE KIDNAPPINGS, NAMELY:

SIMARD , Francis



Age : 22 ans	Age : 22 years old
Sex : masculin	Sex : male
Taille : 5'7"	Height : 5'7"
Poids : 130	Weight : 130
Tenue : clair	Complexion : light
Cheveux : châtains	Hair : light brown
Yeux : bleus	Eyes : blue
Nationalité : canadienne	Nationality : canadian
Langue : française	Language : french
Occupation : journalier	Occupation : labourer

CARBONNEAU , Marc



Age : 27 ans	Age : 27 years old
Sex : masculin	Sex : male
Taille : 5'9"	Height : 5'9"
Poids : 165	Weight : 165
Tenue : moyen	Complexion : medium
Cheveux : bruns	Hair : brown
Yeux : bruns	Eyes : brown
Nationalité : canadienne	Nationality : canadian
Langue : française	Language : french
Occupation : chauffeur de taxi	Occupation : taxi driver

ROSE , Jacques



Age : 22 ans	Age : 22 years old
Sex : masculin	Sex : male
Taille : 5'9"	Height : 5'9"
Poids : 180	Weight : 180
Tenue : clair	Complexion : light
Cheveux : bruns	Hair : brown
Yeux : bruns	Eyes : brown
Nationalité : canadienne	Nationality : canadian
Langue : française	Language : french
Occupation : journalier	Occupation : labourer

ROSE , Paul



Age : 27 ans	Age : 27 years old
Sex : masculin	Sex : male
Taille : 5'	Height : 5'
Poids : 110	Weight : 110
Tenue : pâle	Complexion : light
Cheveux : noirs	Hair : black
Yeux : bruns	Eyes : brown
Nationalité : canadienne	Nationality : canadian
Langue : française	Language : french
Occupation : professeur	Occupation : teacher
Caractéristique	Characteristic : cataracte au côté gauche / cataract left eye

LES AUTORITÉS DES TROIS FORCES POLICIERES, APRES S'ÊTRE CONSULTÉES, FIXERONT LE MONTANT APPROPRIÉ DE LA RÉCOMPENSE DANS CHAQUE CAS PRÉCIS. L'IDENTITÉ DE TOUTE PERSONNE QUI FERA PART DE TELS RENSEIGNEMENTS SERA PLEINEMENT PROTÉGÉE ET DEMEURERA CONFIDENTIELLE.

TOUT RENSEIGNEMENT DEVRA ÊTRE TRANSMIS À UN DES SERVICES POLICIERES SUIVANTS :

G.R.C. - Ottawa TEL : 952-2878
G.R.C. - Montréal TEL : 879-6080
Sûreté de Québec TEL : 295-4120
Police de Montréal TEL : 872-8720

Maurice St-Pierre
Directeur Général
Sûreté de Québec

THE AUTHORITIES OF THE THREE POLICE FORCES IN CONSULTATION, WILL DETERMINE THE SUITABLE AMOUNT OF REWARD. IN INDIVIDUAL CASES, THE IDENTITY OF ANY PERSON PROVIDING INFORMATION WILL BE FULLY PROTECTED AND WILL REMAIN CONFIDENTIAL.

ALL INFORMATION SHOULD BE DIRECTED TO ANY OF THE FOLLOWING POLICE FORCES:

R.C.M.P. - Ottawa TEL : 952-2878
R.C.M.P. - Montréal TEL : 879-6080
Québec Police Force TEL : 295-4120
Montréal Police TEL : 872-8720

LE FLQ, DÈS 1963

Alors que le RIN était naissant et peu organisé, c'est en 1963 que le FLQ aurait vu le jour, à la faveur de ce vide politique. Ce groupe de jeunes activistes, qui ne repoussaient pas l'action violente, voulait réaliser l'indépendance du Québec et renverser le gouvernement dans un court délai. Entre 1963 et 1970, plusieurs bombes ont explosé, faisant parfois des morts par accident, dont un felquiste. Le premier attentat a lieu en avril 1963, au Centre de recrutement de l'armée à Montréal. Des vols de banques seront aussi perpétrés dans le but de financer l'action révolutionnaire du groupe, formé de cellules autonomes: la cellule Libération, dont faisait partie Marc Carbonneau, la cellule de financement Chénier et la cellule d'information Viger.

C'est en 1970 que culmina l'action du FLQ. Le 5 octobre, un diplomate britannique, James Richard Cross, est enlevé par des membres de la cellule Libération. Le 3 décembre il a été libéré et ses ravisseurs ont obtenu un sauf-conduit pour Cuba. Marc Carbonneau, un des quatre felquistes recherchés dont on voit le visage sur l'affiche accompagnant cet article, était du nombre. Le 10 octobre, devant le refus des autorités de céder aux demandes du groupe, la cellule Chénier enlève le ministre Pierre Laporte. C'est dans les jours suivants que l'affiche fut placardée partout dans Montréal. Le 16 octobre, sous le prétexte d'une insurrection appréhendée, le gouvernement fédéral proclame la Loi sur les Mesures de guerre. Utilisée auparavant en 1917, celle-ci donnait aux autorités policières et à l'armée des pouvoirs très étendus. Le 17 octobre, Pierre Laporte est retrouvé mort et ce ne sera que le 28 décembre que les assassins présumés, les frères Paul et Jacques Rose, ainsi que Francis Simard, seront arrêtés par un policier renommé à l'époque, le sergent Albert Lisacek. Leur complice Bernard Lortie avait déjà été appréhendé le 6 novembre.

Les quatre furent condamnés à des peines de prison conséquentes, après avoir plaidé solidairement coupables pour l'enlèvement et l'assassinat du ministre. Une Commission

d'enquête démontrera toutefois par la suite que deux d'entre eux n'étaient pas présents lorsque Pierre Laporte a été tué.

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Jacques Rose a été libéré conditionnellement en 1978. Il a ensuite continué de faire de la politique active au sein du Parti Québécois, en plus d'être candidat du NPD Québec aux élections de 1994. Francis Simard a été libéré sous conditions en 1980. En 1982, il a publié un livre sur les événements d'octobre 70, Pour en finir avec Octobre, et il est décédé en 2015. Bernard Lortie a été condamné à 20 ans de prison et libéré après sept ans de réclusion. Paul Rose a été condamné à la perpétuité en 1971, mais libéré sous conditions en décembre 1982. Par la suite, il a complété des études universitaires, collaboré à un journal de gauche et, en 1996, il prend la tête de l'éphémère Parti de la démocratie socialiste. De 2002 jusqu'à sa mort en mars 2013, il fut conseiller syndical et négociateur à l'emploi de la CSN.

Ces années '60 marquèrent donc beaucoup le destin politique et social des Québécois. Dès 1976, l'idée de l'indépendance du Québec trouva une voie politique légale et démocratique lorsque le Parti Québécois fut élu. C'était le premier parti politique clairement nationaliste à être au pouvoir à l'Assemblée nationale du Québec, un rêve vieux du XIX^e siècle. À nous de décider la suite! ●



Jean-Pierre Bourbeau

Membre, Histoire et Archives Laurentides



Source : Presse canadienne, pour le Globe and Mail, publiée en 2012.

Le dernier protagoniste de ce drame, le sergent Albert Lisacek, fut un policier renommé en son temps. On le voit ici retenir le felquiste Paul Rose par le bras après que celui-ci eut levé le poing au sortir du palais de justice de Montréal, en 1971. Le policier de la Sûreté du Québec, décédé en 2012, fut le premier arrivé à Saint-Luc où se terraient les frères Rose et Francis Simard en décembre 1970. Il fut aussi impliqué en 1975 dans la mort du célèbre gangster Richard Blass.

QUÉBEC AURAIT-IL ABDIQUÉ EN MATIÈRE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ?

Cimetière de Saint-Jérôme, chapelle du curé Labelle
Source : André Bérard, septembre 2017

Le 8 mai 2019, *Le Devoir* titrait que « La gestion du patrimoine préoccupe la vérificatrice générale du Québec ». Sur la base d'informations fournies par les équipes d'audit et diverses informations provenant de l'actualité ou de la population, la vérificatrice générale (VG) annonçait alors qu'elle s'intéresserait à cette question.

En juin 2020, la VG a déposé son rapport à l'Assemblée nationale. Le chapitre 3 met en lumière de nombreuses lacunes qui démontrent que notre patrimoine ne reçoit pas toute l'attention qu'il mérite. Pour ceux qui s'intéressent à cette question, ce n'est pas une surprise. À la suite de la diffusion du rapport, l'inertie du gouvernement et du ministère de la Culture et des Communications (MCC) à l'égard du patrimoine immobilier a eu de nombreux échos dans la presse écrite avec des titres édifiants comme « Le patrimoine laissé à l'abandon », « Le Québec en mal de patrimoine », « Le patrimoine à vau-l'eau », « Le Québec fait preuve de laxisme avec son patrimoine », qui illustrent bien ce laisser-aller.

D'emblée, le rapport insiste sur l'importance que la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immobilier soient l'une des préoccupations de l'État. Pourtant, selon la VG, le ministère n'assume pas adéquatement ses responsabilités en cette matière et n'exerce pas le leadership attendu dans la résolution d'enjeux de sauvegarde qui existent depuis des décennies.

Les constats de la VG sont embarrassants pour le MCC : pas de stratégie d'intervention en matière de patrimoine immobilier; peu d'encadrement des municipalités, alors qu'elles sont des acteurs incontournables dans ce domaine; information déficiente au MCC sur le patrimoine immobilier québécois, ce qui ne lui permet pas d'intervenir adéquatement; le classement de biens patrimoniaux ne fait pas l'objet d'un traitement équitable et diligent par le MCC; le MCC n'offre pas aux propriétaires d'immeubles patrimoniaux les outils et le soutien appropriés; et enfin l'État ne fait pas preuve d'exemplarité en matière de sauvegarde et de valorisation du patrimoine immobilier.

Le MCC n'a pas défini sa vision en matière de patrimoine immobilier, à savoir ce que le Québec d'aujourd'hui souhaite connaître et, le cas échéant, transmettre comme reflet de son identité aux générations futures.

En effet, constate le rapport, aucun énoncé de cette nature ne figure dans les documents diffusés par le ministère, que ce soit dans ses récents plans stratégiques ou dans la dernière politique culturelle du Québec publiée en 2018.



Malgré la poursuite « citoyenne » pour contrer la démolition, la Cour donne raison aux élus : l'Hôtel Le Pionnier fera place à des condos au cœur du noyau villageois de Pointe-Claire.

Source : Harold Larente

LES VILLES ONT D'IMPORTANTES POUVOIRS MAIS PEU DE MOYENS

La Loi sur le patrimoine culturel adoptée en 2012 n'a pas permis de redresser la situation en matière de sauvegarde et de valorisation du patrimoine bâti au Québec et a entraîné depuis, un certain désengagement du MCC à cet égard. L'absence de stratégie d'intervention peut contribuer au laisser-faire observé chez les partenaires, qui ne se sentent pas suffisamment interpellés, fait remarquer la VG.

L'un des problèmes majeurs est que cette Loi a accordé d'importants pouvoirs aux municipalités en matière de patrimoine bâti, alors que celles-ci sont mal formées et mal équipées dans ce domaine, et trop dépendantes des taxes foncières. Comme le souligne le rapport, 60 % du revenu des municipalités en 2017 provenait de l'impôt foncier. « Ces dernières peuvent donc être enclines à autoriser des démolitions d'un immeuble pour le remplacer par un bâtiment avec un potentiel de taxation supérieur, malgré son intérêt patrimonial et sans évaluer les bénéfices de le sauvegarder », fait remarquer la VG.

La VG relève que le MCC n'a pas informé convenablement les municipalités de sa décision d'axer ses efforts de protection sur les biens immobiliers qui, selon lui, présentent un « intérêt national », laissant ainsi aux municipalités la protection et la valorisation des bâtiments dont l'intérêt est jugé local ou régional. « Or, la notion d'intérêt national n'est pas définie, et cette position du MCC n'a pas été communiquée ni expliquée adéquatement », lit-on dans le rapport

Le ministère n'a pas convenu avec les municipalités de ce qui devait être mis en place pour les appuyer dans leurs responsabilités légales de sauvegarde du patrimoine bâti. Il n'a pas non plus pris d'initiatives pour les accompagner : il intervient principalement sur demande de ces dernières.

Même si le MCC reconnaît qu'il va devoir renforcer son leadership auprès des acteurs locaux, sa réponse au rapport de la VG ne permet pas d'entrevoir des modifications législatives appuyées de soutien financier pour permettre aux municipalités d'assumer leurs responsabilités et obligations en matière de protection du patrimoine bâti.



Bâtiment patrimonial abandonné [inoccupé] sur la rue Rolland à Saint-Jérôme, inscrit dans l'inventaire des bâtiments patrimoniaux de la Ville. En attendant une vocation, va-t-il continuer à se détériorer ?

Source : Mario Fallu, octobre 2016

Par ailleurs, le rapport fait état que le MCC ne dispose pas d'un portrait fiable et complet en matière de patrimoine immobilier, notamment pour déceler les risques qui menacent les biens classés. Sans information sur la valeur du patrimoine et sans sensibilisation à l'importance de sa protection, l'adhésion collective fait défaut et plusieurs immeubles d'intérêt seront inévitablement perdus. L'entretien déficient de certains immeubles patrimoniaux ainsi que les multiples démolitions survenues, notamment le phénomène de « démolition par abandon », l'illustrent bien, déplore la VG.

L'État est lui-même pointé du doigt pour certaines pratiques inadéquates au regard des biens immobiliers patrimoniaux dont il est propriétaire. La VG rapporte que certains immeubles sont laissés vacants depuis de nombreuses années et que des entités du gouvernement ne respectent pas la loi. Par exemple, des travaux ont été réalisés sur des bâtiments classés ou situés sur un site patrimonial sans autorisation préalable du MCC et d'autres biens classés ne sont pas maintenus en bon état. La VG rappelle que « l'État se doit de montrer l'exemple dans un domaine où l'adhésion collective s'avère cruciale ».

Espérons que les problèmes soulevés par ce rapport donneront lieu à des actions concrètes afin que le MCC et les municipalités prennent leurs responsabilités et s'acquittent de leurs obligations légales, sinon morales, à l'égard du patrimoine bâti. Car comme le rapporte la VG, « le patrimoine immobilier d'une communauté ou d'un peuple est partie intégrante de son identité culturelle et constitue un héritage légué aux générations futures ». ●



Harold Larente

Membre, Histoire et Archives Laurentides

LUMIÈRE SUR NOS BÉNÉVOLES



RAYMONDE THIBAUT

Les bénévoles sont des personnes très importantes dans tous les organismes. Cette rubrique vous fera connaître ces partenaires essentiels d'Histoire et Archives Laurentides.

Cette dame originaire des environs de Québec est venue s'établir à Saint-Jérôme avec son mari, le docteur Jean-Paul Thibault, peu après l'ouverture de l'Hôtel-Dieu au début des années 1950, et ils y ont fondé leur famille. « Qui prend mari, prend pays ! », dit-on.

Une invitation à l'assemblée annuelle de la Société d'histoire parue dans le journal local avait piqué sa curiosité et madame Thibault a décidé d'y assister avec son époux. Une rencontre avec une de nos bénévoles s'est alors avérée décisive: en effet, madame Marie-Paule Hamel l'a invitée à se joindre au groupe. Après une conversation un peu « insistante », madame Thibault accepta la proposition, puisque l'histoire l'a toujours intéressée et qu'elle avait du temps libre.

À cette époque, il n'y avait pas de directrice générale à la Société d'histoire et tout reposait sur la présence de ces bénévoles. Le local de l'organisme était ouvert une fois semaine et ce sont les bénévoles qui veillaient au grain. Elles rencontraient les personnes désireuses d'y faire des recherches ou de s'inscrire comme membres. Jusqu'à l'embauche de notre directrice Linda Rivet, ce sont elles qui tenaient le fort dans des locaux exigus.

Lorsque je lui demande la nature du travail de bénévole, madame Thibault me parle du traitement des fonds d'archives. Elle cite entre autres l'inventaire de chacune des nombreuses

boîtes reliées au fonds de la compagnie Rolland. Comme madame Thibault avait suivi des cours d'informatique, son expertise l'a amenée à faire de la saisie de données dans le logiciel « Archilog ». Recherches ponctuelles sur des sujets variés, tri et classement de photos ou de documents anciens et parfois seconder les techniciennes en archivistique sont d'autres tâches qu'effectue notre bénévole.

Selon madame Thibault, le rôle de bénévole à la Société d'histoire est un peu comme un travail d'enquête. Les qualités requises sont la patience, la persévérance, le goût de l'authenticité et surtout être « fan » de l'histoire !

L'histoire d'amour entre madame Raymonde Thibault et notre Société d'histoire dure depuis plus de vingt ans. Aujourd'hui, nos locaux se sont agrandis et sont plus adéquats. Si vous venez y faire un tour, surtout le mardi, vous y rencontrerez cette dame toujours souriante qui vous invitera sûrement à joindre les rangs de notre équipe de bénévoles !

Vous pourrez en savoir plus sur madame Thibault en visionnant l'entrevue en vidéo qu'elle nous a accordée dans le cadre de la série *Récits de vie*, disponible sur notre site web. ●



Murielle Provencher

Administratrice, Histoire et Archives Laurentides



Source : Collection Jean-Pierre Bourbeau ; Ed. : Souvenir Agencies, Montréal. Photo : Service des parcs de la Ville de Montréal

UN SOUVENIR D'ENFANCE : LE JARDIN DES MERVEILLES DU PARC LAFONTAINE

J'ai passé mon enfance dans une petite ville à une heure de Montréal. Pas d'auto dans ma famille. Alors toute sortie hors de mon quartier et de mon centre-ville était la bienvenue. Une fois par année, durant les vacances scolaires, j'avais le privilège qu'un oncle et une tante nous amènent, ma sœur et moi, dans la GRANDE VILLE de Montréal. En 1960, je n'avais pas dix ans. Pour la première fois, nous découvrons le Jardin des Merveilles du parc Lafontaine. Officiellement, c'était un jardin zoologique pour enfants, qui avait vu le jour en 1957.

UN PEU D'HISTOIRE

À l'origine, le terrain sur lequel se trouve le parc Lafontaine faisait partie de la ferme de James Logan qui, en 1845, céda sa terre au gouvernement fédéral afin que ce dernier puisse y tenir des exercices militaires. En 1874, la Ville de Montréal décide d'aménager de grands parcs dans la ville : celui de l'île Sainte-Hélène, le parc du Mont-Royal et le parc Logan sur les

terrains gouvernementaux. C'est en 1901 que ce dernier endroit sera rebaptisé « parc Lafontaine », en l'honneur de l'ex-premier ministre Louis-Hippolyte La Fontaine. En 1904, la Ville de Montréal en devient propriétaire. Au cours des années qui suivront, plusieurs aménagements y seront entrepris : étangs, cascade, ponceau, fontaine lumineuse. Au fil du temps, s'y ajouteront des bâtiments : des serres qui serviront à la production des fleurs et de plantes qui enjoliveront la ville, un chalet-restaurant et surtout le célèbre Théâtre de Verdure, où se produiront en début de carrière plusieurs artistes québécois célèbres.

Depuis 1905, il y eut presque toujours des animaux exposés au parc Lafontaine dans un genre de petit zoo. Les installations ont fait les frais de vives critiques dans les années 1940, à cause de leur vétusté. En 1955, le petit zoo ferme ses portes et les animaux envoyés au zoo de Granby.



Source: Collection Jean-Pierre Bourbeau; Ed.: Souvenir Agencies, Montréal.
Photo: Service des parcs de la Ville de Montréal

À la même époque, Claude Robillard était directeur du nouveau Service des parcs de la Ville de Montréal. Outre d'être ingénieur, il appréciait particulièrement les arts et la littérature. Impressionné par un voyage à Disneyland, il conçut avec Roland Proulx, dessinateur pour la Ville, le projet d'un jardin zoologique pour les enfants où les animaux seraient présentés dans un décor de contes de fées, de fables ou de chansons populaires. Le « Jardin des Merveilles » venait de naître, à l'angle des rues Calixa-Lavallée et Du Parc Lafontaine (Rachel est). Il s'étendra sur trois km carrés et abritera 250 petits animaux répartis en 40 modules. Avec fierté, le maire Jean Drapeau l'inaugurera le 15 août 1957, sur le site de l'Arche de Noé.

Le lendemain, le journal *La Presse* rapporte l'événement : « L'ouverture de ce premier jardin zoologique pour enfants

Source: Musée de la Pointe-à-Callières, Fonds Christian Paquin;
Ed.: probable: Souvenir Agencies, Montréal



constitue un grand événement dans l'histoire du Service municipal des parcs et aussi dans l'histoire de la métropole canadienne. Car en plus d'un site idéal de récréation, ce sera aussi pour les jeunes et les moins jeunes un magnifique centre d'éducation ». Le prix d'entrée était de 15 cents par personne. Il était important pour le maire «... que personne, quelle que soit sa condition financière, ne sera empêché de visiter ce zoo ».

À 14 h, en cette journée du 15 août, les tourniquets de l'entrée s'ouvrirent et plus de 3 000 personnes les ont franchis : le Jardin des Merveilles était très attendu de la population !

ANIMAUX ET CONTES DE FÉES

Parmi les contes et légendes représentés, selon la courte littérature consultée, la baleine bleue de Jonas était la figure emblématique du Jardin. On pouvait y entrer, ce qui était déjà impressionnant pour les enfants, et y observer des poissons multicolores dans un immense aquarium.

Plus loin il y avait la Maison en pain d'épices de la sorcière où s'étaient aventurés Hansel et Gretel, les deux jeunes héros du conte des frères Grimm (1812). Comme on le voit sur la carte postale, la petite maison ne se visitait pas, mais elle est entourée d'un enclos où circulaient de petits animaux.

Les personnages des contes de Charles Perreault étaient aussi très populaires à l'époque, malgré qu'ils fussent écrits en 1697. Au Québec, les plus lus par les jeunes baby-boomers étaient *La Belle au bois dormant*, *Le Petit chaperon rouge*, *Barbe bleue*, *Le Chat botté*, *Le Petit Poucet* et *Cendrillon*.

Cendrillon est l'histoire d'une pauvre orpheline, malaimée de ses sœurs. Sa fée-marraine lui a cependant donné le cadeau de pouvoir faire trois vœux. L'un de ses vœux fut de trouver un

Source: Collection Jean-Pierre Bourbeau; Ed.: Souvenir Agencies, Montréal.
Photo: Service des parcs de la Ville de Montréal





Source : Collection Jean-Pierre Bourbeau ; Ed. : Souvenir Agencies, Montréal.
Photo : Service des parcs de la Ville de Montréal

prince charmant. Elle alla dans un bal, mais devait en sortir avant minuit, sous peine que son carrosse se change en citrouille. C'est cette charmante histoire que les concepteurs du Jardin choisirent d'illustrer, en évoquant « l'après-bal » : Cendrillon a quitté le bal après minuit et son carrosse a été transformé en citrouille, mené par quatre souris grises. Sur cette carte postale, deux petites filles avec leur robe à crinoline jaune semblent bien absorbées par la scène.

Des fables de La Fontaine, telle que *Le lièvre et la tortue*, étaient aussi représentées. Des chansonnettes et des comptines également. Ainsi, Humpty Dumpty, personnage d'une chansonnette anglaise de 1797 et repris par Lewis Carroll en 1874 dans un de ses romans. Au 20^e siècle, sa popularité grandit lorsqu'Humpty Dumpty devint une célèbre marque de croustilles. Comme on le voit sur la carte postale, le personnage attire beaucoup les enfants : on voudrait bien le faire descendre de son mur !

Outre les petits animaux, le Jardin comptait aussi un éléphant-teau, Babar. Au module Tintin et le Temple du soleil, deux lamas excitaient la curiosité des enfants. Mais aucune journée n'était complète si on n'allait pas voir le spectacle des otaries. Dans un bassin avec gradins, celles-ci donnaient tout un spectacle : ballon sur le nez, attrapage de cerceaux, applaudissements et, bien sûr, l'eau que les bêtes projetaient sur les spectateurs.

MÊME EN HIVER !

Le petit lunch au restaurant du Jardin était aussi un moment incontournable de la journée. En 1964, on ajouta un théâtre de marionnettes où Micheline Legendre adapta deux œuvres d'Hergé : Tintin et le Temple du soleil et Tintin au Tibet. Autre nouveauté en 1964 : toujours sous l'inspiration de Roland Proulx, le Jardin s'ouvre au public l'hiver. Il se pare de 13000 ampoules multicolores et d'une crèche avec des animaux



Source : Collection Jean-Pierre Bourbeau ; Ed. : Souvenir Agencies, Montréal.
Photo : Service des parcs de la Ville de Montréal

vivants. Un château de glace est aussi érigé autour du bassin des otaries. Le succès est instantané et immense. La plupart des animaux de l'été avaient regagné leurs quartiers d'hiver au Parc Angrignon, dans l'ouest de Montréal, mais jusqu'à la fin, le Jardin des Merveilles sera aussi vivant durant l'hiver qu'à l'été.

À partir des années 1980, le Jardin des Merveilles perdit de son éclat et de sa popularité. Il a fermé ses portes à l'automne de 1988. Mais quels beaux souvenirs il a laissés aux enfants d'hier que nous étions !!

Cartophillement vôtre ! ●

Références :

1. Mario Robert, Archives de Montréal.
Chronique Montréalité no. 13-Le Jardin des Merveilles, 1957-1988.
2. Ville de Montréal. Arrondissement du Plateau Mont-Royal.
La petite histoire du Parc Lafontaine-de 1845 à 2011.



Jean-Pierre Bourbeau
Membre, Histoire et Archives Laurentides

NOUVELLES D'HAL



Source: HAL

DES ARCHIVES À VOIX HAUTE À PLACE DES FESTIVITÉS

Chaque vendredi de l'été, la Société d'histoire a été présente sur la Place des Festivités à Saint-Jérôme pour animer l'activité *Archives à voix haute*. Construites autour de quatre thématiques, les histoires étaient présentées au moyen d'archives textuelles, lues par nos employées Audrey Gan-Ganowicz, Sabrina Riel et Annie Hamel-Bertrand, telles que de la correspondance ou des articles de journaux, ainsi que des photographies anciennes provenant de nos collections. Les gens de passage et les fidèles de ce rendez-vous hebdomadaire ont ainsi pu entendre d'intéressantes anecdotes sur l'évolution du parc Labelle, l'histoire des femmes jérômiennes, le P'tit train du Nord et la politique à Saint-Jérôme. C'était l'occasion parfaite pour redécouvrir des époques avec les yeux de nos ancêtres! ●



NOUVEAU VENU AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Notre organisme compte depuis quelques semaines sur un nouveau venu au conseil d'administration. Me Daniel Goupil a été recruté par le conseil pour combler le poste vacant depuis le départ de notre collègue Marc Loïselle, qui a quitté au début de 2020 après une quinzaine d'années d'implication dans notre société d'histoire.

Natif de Saint-Jérôme et membre du Barreau depuis 2004, Me Goupil est l'associé responsable du secteur du droit municipal au réputé cabinet jérômien Prévost Fortin D'Aoust (PFD) avocats. À ce titre, il représente et conseille plusieurs municipalités de la région. Il est également formateur et conférencier en droit municipal, en éthique et déontologie.

Tant en raison de ses occupations professionnelles que par intérêt personnel, Me Goupil accorde beaucoup d'importance à l'histoire et aux archives, ce qui en faisait un candidat de choix pour notre organisme. Nul doute que son apport à notre conseil d'administration sera profitable.

Bienvenue Daniel! ●



Source: HAL

NOS REMERCIEMENTS À UNE TRÉSORIÈRE TRÈS DÉVOUÉE

Après avoir siégé de 1997 à 2020 au conseil d'administration de la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord, notre collègue Monique Dupont a décidé de laisser place à la relève.

Ayant fait carrière comme professeure, je dois dire que Monique a toujours été particulièrement rigoureuse et très méthodique, des qualités qui lui ont bien servi dans son rôle de trésorière durant toutes ces années.

Elle gérait les finances de notre organisme comme s'il s'agissait de son argent personnel. C'est d'ailleurs ce qui nous a permis pendant toutes ces années de réaliser autant de projets avec si peu de moyens.

Il fallait avoir de bons arguments pour la convaincre qu'une dépense était justifiée. J'ai dû intervenir à plusieurs reprises pour démontrer la pertinence d'effectuer un achat ou de renouveler un abonnement !

En plus de son poste de trésorière, Monique faisait également du bénévolat pour traiter les archives ainsi que les objets de la Société d'histoire, bénévolat qu'elle poursuit toujours d'ailleurs.

Elle a également participé activement à la réalisation et au montage de plusieurs expositions mettant en valeur nos artefacts. Elle-même a fait don à notre organisme de ses documents d'archives et de ses objets d'intérêt historique afin d'en faire profiter toute la communauté.

Passionnée d'histoire, elle a siégé plusieurs années au Comité de toponymie de la Ville de Saint-Jérôme, démontrant ainsi son intérêt pour le patrimoine.

Nous avons eu la chance de compter sur une bénévole dévouée et consciencieuse qui prenait à cœur tout ce qu'elle faisait et se préoccupait de l'avenir de notre organisme. Au nom de toute l'équipe de la Société d'histoire, je tiens à te remercier Monique du fond du cœur pour ton engagement au cours de ces 23 années d'implication bénévole. ●



Suzanne Marcotte

Vice-présidente

Histoire et Archives Laurentides



HAL EN TEMPS DE PANDÉMIE

Le 13 mars dernier, la Société d'histoire est tombée en dormance : plus de visiteurs admis et plus de rencontres possibles. Seules les employées avaient la possibilité d'entrer dans le bâtiment. Dix jours plus tard, c'est tout le Québec qui entrait en confinement. Tout un chamboulement pour une petite OBNL comme la nôtre. Du jour au lendemain, il a fallu abandonner les locaux et les archives. Prévoyantes, nous avons tout de même apporté les plantes avec nous !

Pendant trois semaines, les trois employées d'HAL ont usé d'imagination pour s'occuper à distance. Une belle occasion de faire ce que nous n'avons jamais le temps de faire ! Cependant, lorsque le gouvernement a décidé de prolonger la fermeture des entreprises, il a fallu se résigner à réduire les heures du personnel ainsi que les services à la population.

En juin, nous avons eu l'autorisation de la Ville de Saint-Jérôme pour réintégrer nos locaux, tout en suivant les règles très strictes de la CNESST et de la Santé publique. Par chance, nos espaces de bureau nous permettent l'observation de ces normes sans trop de difficultés. Depuis le début juillet, les chercheurs sont de nouveau admis dans la salle de consultation. Mais il faut se préparer. C'est le port du masque pour l'employée dédiée à la salle et pour les chercheurs qui souhaitent nous rendre visite. Et les archives dans tout cela ? Elles sont en quarantaine elles aussi lorsqu'elles sont touchées, pour au moins 72 heures. Rien n'est épargné, même pas les vieux papiers !

En septembre, nous espérons le retour de nos bénévoles, mais tout dépendra évidemment des développements liés à la COVID-19. Comme tout le monde, nous devons nous adapter à la réalité et surtout suivre les recommandations.

VOICI UN RÉSUMÉ DES NORMES APPLIQUÉES LORSQUE VOUS VENEZ DANS NOS LOCAUX :

- Prendre rendez-vous au 450-436-1512 poste 3339 ou archives@halaurentides.com
- Porter un masque pour circuler dans la Maison de la culture et à HAL.
- S'enregistrer auprès du gardien de sécurité à l'entrée. Pas de rendez-vous, pas d'autorisation à monter au local.
- Se désinfecter les mains à votre arrivée et à votre départ.
- Enfiler les gants de coton remis à votre arrivée et s'asseoir à la place qui vous est attribuée.
- Idéalement, apporter votre crayon et votre papier.
- Ne pas circuler dans le local, ni consulter le centre de documentation librement.
- Les reproductions de documents requises seront transmises dans les jours suivant votre visite.

Bienvenue à tous. Nous sommes heureux de vous voir, de vous parler et de vous écrire.

N'hésitez pas, nous sommes là ! ●



Linda Rivest

Directrice et archiviste
Histoire et Archives Laurentides

TRÉSORS DE NOS COLLECTIONS

LE FONDS D'ARCHIVES DE ROLLAND LAPORTE

C'est en 2013 que la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord reçoit les archives de Rolland Laporte, données par son fils. Les documents traitent de sa vie familiale, de ses emplois et de son chalet au Lac Écho. L'intérêt de ce fonds d'archives provient aussi des nombreuses photographies représentant sa vie militaire. M. Laporte a en effet participé à la Deuxième Guerre mondiale, ayant été envoyé notamment en Angleterre. Il a d'abord fait son camp d'entraînement en Ontario. À ce jour, aucun autre fonds de la Société d'histoire n'illustre autant la vie militaire que celui de Rolland Laporte.



Rolland Laporte et son épouse Marie-Paule Lavigueur à leur chalet du lac Écho.

Source: HAL, Fonds Rolland Laporte, P076



Soldats durant un entraînement militaire, entre 1941 et 1945.

Source: HAL, Fonds Rolland Laporte, P076

TRÉSORS DE NOS COLLECTIONS

FONDS FAMILLE ROLLAND LAPORTE ET MARIE-PAULE LAVIGUEUR. - [19-], SURTOUT 1940-1970.

- 1598 photographies
- 678 négatifs
- 5,8 cm de documents textuels
- 59 cartes postales
- 47 autres images fixes
- 28 cartes mortuaires
- 6 enveloppes
- 6 artefacts
- 3 cartes

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Rolland Laporte est né le 30 décembre 1915 à Saint-Cuthbert et il décède en septembre 1992 à Saint-Jérôme. Il est le fils de Marie-Anna Brûlé (père non identifié). Il a plusieurs frères et soeurs : Gertrude (épouse d'Achille Corbeil, avec qui elle a un fils, Romain), Lucille, Jean (époux de Thérèse, avec qui il a une fille, Maryse), et Carmen. Les parents de Rolland et lui-même ont emménagé à Saint-Jérôme au début des années 1930. Il a commencé à travailler à la Dominion Rubber Co. à l'âge de 15 ans, en 1930 et a travaillé dans cette usine jusqu'en 1978, avant de prendre sa retraite à l'âge de 63 ans, après 48 ans de service. Il a notamment œuvré comme représentant syndical de cette compagnie.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la compagnie Dominion Rubber inscrivait leurs employés et Rolland Laporte s'est alors engagé. Promu sergent, il a été envoyé à une base militaire de Nouvelle-Écosse. Pendant la guerre, il a reçu une formation de secouriste de l'ambulance Saint-Jean et une formation de dactylographe. Pendant ce temps, il a voyagé quatre fois vers l'Angleterre, notamment à bord du RMS Queen Elizabeth, un navire de la Cunard Line qui y transportait les troupes.

En 1947, Rolland Laporte épouse Marie-Paule Lavigueur, jeune femme qu'il a rencontrée à l'hôtel Maurice dans les années 1940. Ils ont passé leur voyage de noces en Gaspésie. Ils ont eu un fils, Jean-Yves Laporte, né le 24 février 1948. La famille Laporte a emménagé à la fin des années 1940 sur la rue Melançon à Saint-Jérôme. Plus tard, ils ont déménagé au 524 Lavolette en face de l'hospice Youville. Ils ont ensuite déménagé dans la municipalité de Lesage (aujourd'hui Prévost) en 1958, dans le chalet qu'ils avaient acheté deux ans plus tôt avant de le rénover comme maison.

Son épouse Marie-Paule Lavigueur est née le 28 novembre 1914 et est décédée le 20 juin 1991 à Saint-Jérôme. Elle est née à Saint-Liboire, mais elle est originaire de Coaticook. Elle a d'abord travaillé à l'Hôtel Maurice avant d'être engagée à l'Hôtel Lapointe, à Saint-Jérôme.



Carte postale envoyée à Rolland Laporte au camp militaire d'Ontario en 1941.

Source : HAL, Fonds Rolland Laporte, P076



Marie-Paule Lavigueur avec des collègues de travail de l'Hôtel Lapointe à Saint-Jérôme.

Source : HAL, Fonds Rolland Laporte, P076

PORTÉE ET CONTENU

Le fonds témoigne des activités des membres de la famille Laporte, plus particulièrement de Rolland Laporte et de Marie-Paule Lavigueur. On y trouve des informations sur la vie personnelle, professionnelle en tant qu'employé à la Dominion Rubber, et militaire de M. Laporte, soldat dans l'armée canadienne durant la Seconde Guerre mondiale. À ce sujet, les dossiers contiennent de nombreuses photographies de guerre, illustrant des soldats dans des camps militaires. Le fonds renseigne aussi sur la vie personnelle, religieuse et professionnelle de Marie-Paule Lavigueur, originaire de Coaticook. On y retrouve plusieurs photographies, dont certaines dans des albums, sur sa famille (frères, sœurs, cousins, tantes, etc.). Le fonds informe aussi sur Jean-Yves Laporte, leur fils, notamment sur sa jeunesse et sur sa vie militaire. De plus, les documents du fonds illustrent plusieurs événements de la famille, que ce soit religieux (mariages, baptêmes, premières communions), sociaux ou des vacances (lac Écho, lac des Îles).

Le fonds contient plusieurs photographies de la famille, avant et après l'année 1948, et des cartes postales. On y retrouve aussi quelques documents textuels (correspondance, revues, livres religieux), des cartes mortuaires de membres de la famille et d'amis et des images pieuses (reçues par Marie-Paule Lavigueur). Les dossiers contiennent aussi des enveloppes, des cartes géographiques ayant appartenues à Rolland Laporte et des artefacts : un briquet / porte-cigarettes, une plaque commémorative de la libération des Pays-Bas de 1945, des chapelets, une statuette religieuse et un médaillon religieux. ●



Plaque commémorative de la libération des Pays-Bas de 1945.

Source: HAL, Fonds Rolland Laporte, P076



Rolland Laporte et Marie-Paule Lavigueur (à droite) à l'Hôtel Lapointe

Source: HAL, Fonds Rolland Laporte, P076



Mariage de Rolland Laporte et de Marie-Paule Lavigueur en 1947.

Source: HAL, Fonds Rolland Laporte, P076



Sabrina Riel

Archiviste

Histoire et Archives Laurentides

À PARAÎTRE PROCHAINEMENT

Saint-Hippolyte sur les chemins de son histoire

Antoine Michel LeDoux



La municipalité de Saint-Hippolyte lancera, au mois d'octobre, un livre relatant ses 150 ans d'histoire, réalisé en étroite collaboration avec Histoire et Archives Laurentides.

Le consistant ouvrage est le résultat du travail de recherche d'Antoine Michel LeDoux, enseignant de carrière en sciences humaines et passionné d'histoire. Celui-ci est depuis plusieurs années l'auteur des chroniques à saveur historique publiées dans le journal communautaire *Le Sentier* à Saint-Hippolyte. En plus de retracer les origines du territoire hippolytois et les principaux éléments de l'évolution de la municipalité, l'auteur y relate de savoureuses anecdotes et donne la parole à plusieurs familles qui ont bâti Saint-Hippolyte depuis 1869.

Ce projet s'ajoute à d'autres initiatives réalisées en 2019 par la Société d'histoire de la Rivière-du-Nord (maintenant HAL), dans le cadre des célébrations du 150^e anniversaire de la Ville. Numérisation d'archives, entrevues avec des citoyens (disponibles pour visionnement en ligne et au local d'HAL), ainsi que trois expositions thématiques présentées à la bibliothèque municipale ont également permis de souligner cette importante étape dans l'histoire de Saint-Hippolyte. La publication du livre *Saint-Hippolyte : 150 ans sur les chemins de son histoire* viendra couronner de belle façon ces célébrations. ●

Histoire
ARCHIVES
LAURENTIDES



UNE STAGIAIRE HEUREUSE

Cet été, j'ai eu la merveilleuse occasion de revenir travailler en tant qu'étudiante à Histoire et Archives Laurentides, pour une deuxième fois. On m'a confié la description du fond Raoul Clouthier comprenant plus de 5000 photographies de grande qualité, datées de 1908 à 1976 environ. Toutes de belles photos en noir et blanc prises en majorité par monsieur Clouthier qui a été publiciste pour le Canadien Pacifique.

J'ai vraiment apprécié découvrir les endroits que monsieur Clouthier a visités dans le contexte de son emploi ou par simple envie personnelle, comme de magnifiques paysages dans les Rocheuses en Colombie-Britannique et beaucoup d'autres dans les Laurentides, pour ses excursions de chasse et pêche et ses randonnées de ski. J'y ai vu une panoplie de beaux décors montagneux et forestiers ainsi que des photos

du Sun Valley Farm, un centre de villégiature que monsieur Clouthier a fondé et géré pendant quelques années pour partager son amour pour le plein air.

Avec autant de photos et d'annotations sur presque chaque photographie par le créateur lui-même, il a été facile de me sentir entrer dans l'univers de cet homme privilégié par son statut dans la vie et d'éprouver une grande sympathie et de l'admiration pour son talent de photographe, étant moi-même un peu artiste à mes heures! Cela a été tout un travail de description mais j'en ai aimé chaque instant. Je me trouve vraiment chanceuse d'avoir pu traiter ce fonds. Je sens que je vais m'en rappeler très longtemps! ●

Anny Hamel Bertrand, Stagiaire, été 2020

DEVENIR MEMBRE D'HISTOIRE ET ARCHIVES LAURENTIDES

AVANTAGES

- Accès gratuit à nos archives et à notre centre de documentation
- Bulletin semestriel sans frais
- Rabais sur les tarifs de reproduction de documents
- Invitation à nos activités
- Abonnement à l'infolettre

Complétez ce formulaire et faites-le parvenir avec votre chèque à :
HISTOIRE ET ARCHIVES LAURENTIDES
Maison de la culture Claude-Henri-Grignon
101, place du Curé-Labelle, bureau 203
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 1X6
OU

Inscrivez-vous en ligne sur notre site web halaurentides.com et payez par virement **Interac** à info@halaurentides.com

Prénom	
Nom	
Adresse	
Ville	
Code postal	
Téléphone	
Courriel	

- J'offre mes services comme bénévole
- Je veux recevoir les informations par courriel
- Je souhaite recevoir le bulletin par la poste

TYPE D'ABONNEMENT

● Individuel	1 an	25 \$
● Individuel	2 ans	40 \$
● Individuel	5 ans	90 \$
● Étudiant (carte étudiante)	1 an	15 \$
● Aîné (65 ans et plus)	1 an	20 \$
● Entreprises, institutions ¹	1 an	60 \$

Don (émission d'un reçu pour les montants de plus de 30 \$).
À la réception du paiement, nous vous ferons parvenir votre carte de membre.

1. S'applique au représentant désigné seulement.



PARTENAIRES

HISTOIRE ET ARCHIVES LAURENTIDES
REMERCIÉ LES ORGANISMES ET LES ENTREPRISES
QUI LE SOUTIENNENT DANS SA MISSION
DE GARDIEN DE LA MÉMOIRE COLLECTIVE



**Bibliothèque
et Archives
nationales**



NOS COLLABORATEURS

Cégep de Saint-Jérôme

Conseil des préfets et des élus
des Laurentides

Emploi été Canada

Facteur G communication

Fédérations des milieux documentaires

Le Coffret

Ministère des Affaires municipales
et de l'Habitation

MRC des Pays-d'en-haut

Musée canadien de l'histoire

Musée de la mémoire vivante
à Saint-Jean-Port-Joli

Parc régional de la Rivière-du-Nord

Société nationale des Québécoises
et Québécois

TopoLocal

Ville de Saint-Eustache

Ville de Saint-Colomban